

Depuis le 10 août, et surtout depuis la destitution des administrations de département et de district, il y avait au moins unité dans les pouvoirs qui administraient la ville. La municipalité était intimement attachée aux hommes de la Gironde, surtout à Roland, par un patronage personnel encore plus que par la communauté des doctrines politiques. Roland était le protecteur de la ville ; on correspondait avec lui comme avec un compatriote et un ancien collègue qui n'avait pas abdiqué ses affections. Ses lettres étaient lues, applaudies, soigneusement publiées et répandues dans le peuple. Des élections nombreuses, quoique partielles, avaient comblé les vides que la destitution du Directoire et plusieurs démissions avaient causées dans le Conseil général de département : faites dans le sens du pouvoir nouveau, les élections avaient cimenté, entre les administrations, l'union et l'harmonie. L'état-major des légions de la garde nationale avait été aussi reconstitué par des élections qui, suivant l'esprit des quartiers, avaient donné des représentants aux diverses nuances révolutionnaires ; mais en général, et surtout dans ses efforts pour maintenir la paix et l'ordre, l'administration trouvait le concours le plus actif dans la garde nationale.

Mais le pouvoir municipal qui, jusqu'alors, avait représenté l'opinion la plus prononcée, et avait lutté soit contre le parti royaliste, soit contre les partis moyens, avec l'appui des hommes les plus ardents, commença à être en but à une opposition qui l'accusait de manquer d'énergie révolutionnaire. Cette opposition débuta avec une extrême violence ; elle se rattachait à la fameuse commune insurrectionnelle de Paris, et de même que celle-ci opprimait autour d'elle l'assemblée nationale et le ministère, la faction de Lyon tendait à s'emparer de tous les pouvoirs locaux ou à les dominer. Après toute insurrection victorieuse, il y a toujours des hommes qui, considérant la voie de la force comme un moyen dont le but